Mesdames, Messieurs,
Association CRAS
39 rue Gamelin
F-31100 TOULOUSE
France

dépôt le 31/03/21
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER
P4
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

# RADIO ZINZINE INFO

# L'IRE des chênaies

N°854 - 31 mars 2021


## Loi «séparatisme»: l'islamophobie d'Etat décomplexée

**Derrière le prétexte de la laïcité, cette loi qui reprend la rhétorique d'extrême droite vise directement la communauté musulmane**

**Juste après l'assassinat de Samuel Paty, le gouvernement annonce l'écriture d'un projet de loi contre les «séparatismes», qui sera ensuite rebaptisé «confortant le respect des principes de la République». La lecture de ce projet ainsi que celle de l'étude d'impact produite par le gouvernement amènent à une conclusion simple: cette loi est une loi scélérate.**

**L'exposé des motifs est révélateur de l'esprit du pro-**

jet de loi. La République y est magnifiée et vue comme le seul horizon harmonieux existant. Or, cette République s'est installée dans le sang. En 1871, la Commune de Paris est écrasée par l'État, dans un véritable massacre. Cet épisode sanglant est suivi de la proclamation de la IIIe République, qui peut s'asseoir paisiblement après les meurtres et les déportations de celles et ceux qui ont lutté pour la liberté. La République a également tout fait pour préserver et étendre son empire colonial. L'indépendance des États colonisés n'a été acquise que par d'âpres luttes des opprimé.e.s qui ont contraint le gouvernement français à accorder l'indépendance. Et encore, celui-ci a œuvré de façon à maintenir sa domination sur lesdits Etats. Enfin, la République française a envoyé ses soldats à l'étranger à de nombreuses reprises; on pense, pour la période la plus récente, en Afghanistan, au Sahel ou en Libye. Cette République n'est donc guère désirable.

Les rapporteurs de la loi voient un danger qui menacerait cette sublime République, à savoir un «entrisme communautariste d'inspiration islamiste». Sans donner la moindre définition de cet ennemi, à part une précision: «dont le but est de faire prévaloir des normes religieuses sur la loi commune que nous nous sommes librement donnée». C'est tout de même assez vaste et peu précis. Il s'agit de désigner un ennemi flou, mal défini, qui alimente des fantasmes et des peurs. En l'occurrence, il s'agit de désigner les musulmans comme étant susceptibles d'avoir des discours amenant au terrorisme, justifiant par là une focalisation sécuritaire sur les musulman.e.s. L'islamophobie de ce projet de loi est patente.

Par cette rhétorique, le gouvernement français insinue que, face au «communautarisme», il existe une belle République, unie, indivisible, derrière laquelle se range le peuple français. C'est un procédé classique: dans un contexte de crise sanitaire, où le gouvernement craint une crise sociale explosive, il doit rassembler ses sujets. Pour ce faire, il invoque la Nation. Il diffuse l'idée selon laquelle le danger vient des «communautaristes», des «séparatistes», musulman.e.s, et que face à eux, seule la Nation française peut résoudre le problème. Par cette fiction de la nation française, le gouvernement Macron (comme d'autres avant lui) se réfère encore une fois au répertoire de l'extrême droite. Génération Identitaire se reconnaît dans ces propos. Il fait ainsi oublier à toutes et tous ses propres incuries, son incompétence et sa cruauté. En se servant des musulmans comme boucs émissaires, il renforce son arsenal de surveillance de l'ensemble de la population. Que celles et ceux qui préféreraient se dire qu'au nom de la lutte contre le terrorisme, on peut bien s'en prendre un peu aux musulmans, se mettent dans la tête que demain, ce dispositif sécuritaire leur tombera dessus comme un couperet. Et qu'il sera trop tard pour réagir.

Le contenu de la loi est assez lourd, nous vous en livrons ici une petite partie afin d'en saisir les grandes lignes.

Plusieurs articles rappellent et renforcent avec insistance l'obligation de neutralité et de laïcité dans les services publics, ainsi que dans les organismes privés chargés d'une mission de service public. Soulignons que la neutralité ne concerne pas que les opinions religieuses, mais également les opinions politiques. Cela donne une arme supplémentaire à l'État pour contrôler les activités politiques dans les services publics.

Il est aussi prévu de renforcer le contrôle fiscal des associations subventionnées, en imposant un «contrat d'engagement républicain»: si les assos ne respectent pas les valeurs de liberté, égalité, fraternité, dignité humaine et sauvegarde de l'ordre public, elles peuvent se voir retirer les subventions. Il en va de même pour les fédérations sportives.

Dans la même logique de renforcer le contrôle, les fonds de dotation, les organismes à but non lucratif, les assos cultuelles, se voient imposer des obligations particulières, et le préfet a des prérogatives de contrôle renforcées.

Par ailleurs, les possibilités de scolarisation non conventionnelle, ou à la maison, sont extrêmement réduites. Ceci sous prétexte que beaucoup d'enfants seraient éduqués dans des écoles confessionnelles, symbole d'un repli communautaire. De la même façon, les établissements privés sont visés. Si l'on peut défendre l'idée d'une éducation publique et gratuite, il n'en demeure pas moins que l'obligation de déclarer au recteur les noms, prénoms, âge, nationalité et titre de TOUS les personnels de l'établissement semble excessive. En outre, les financements de ces établissements peuvent être particulièrement surveillés par les autorités publiques.

Il importe de faire un petit aparté: en dehors des obligations, notamment autour de la déclaration de financements et des comptes en général, qui vont peser sur tous les organismes précités, le contrôle plus poussé sera à la charge du préfet... s'il le souhaite. Ce qui signifie qu'il pourra choisir les types d'organismes qu'il veut contrôler. Tout dépendra donc de son humeur, de ses choix politiques ou de ses envies du moment.

La dissolution administrative des associations ou groupements de fait est largement facilitée.

De nouvelles infractions pénales sont créées, au nom de la lutte contre la haine notamment sur internet. Elles incriminent non des actes mais des propos, même si aucun résultat matériel ne se produit.

Le fichier FIJAIT, qui ne concerne au départ que les auteurs d'actes de terrorisme, est étendu aux personnes inculpées pour apologie du terrorisme et provocation au terrorisme. Même si aucun passage à l'acte n'est à déplorer.

Il y a encore beaucoup à en dire. Disons globalement que l'effet de ces mesures sera de donner des pouvoirs importants aux préfets pour surveiller, voire dissoudre les associations qu'il a dans le viseur en fonction de ses choix politiques. La création de nouvelles infractions va également dans le sens de plus de répression, de contrôle, de surveillance.

La lecture de l'étude d'impact montre que ce qui est visé, ce n'est pas le terrorisme, mais les discours qui peuvent inciter au passage à l'acte. C'est, en fait, un contrôle de la parole et de la pensée qui est mis en place. Par cette loi, le pouvoir renforce considérablement son arsenal sécuritaire, en se servant des musulman.e.s comme boucs émissaires, comme abritant le terrorisme et ses discours. Dans la mesure où cette rengaine nous est assénée quotidiennement et que de nombreuses dispositions légales ont été adoptées sous cette justification, comment ne pas se rendre compte que ce n'est que de la poudre aux yeux?

La technique du bouc émissaire est rouillée. Ne nous laissons pas balader par un pouvoir qui n'a pour but que de se maintenir. Renversons-le!

Trouvé sur https://www.nantes-revoltee.com/

# Petite rectification concernant l'occupation de La Criée

Beaucoup de choses ont pu se dire qui pouvaient faire passer les occupant.e.s de La Criée pour des bouffon.ne.s. Et si elle est pour l'instant cantonnée au hall du Théâtre et préfère s'accommoder des vigiles plutôt que de leur montrer le tramway nommé «barre-toi» - ce qui peut paraître aberrant d'un point de vue radical - l'assemblée n'est pas là pour faire mumuse avec la directrice et son administration. Le communiqué qui suit est paru lors des premiers jours de l'occupation. Il s'est passé des choses depuis et d'autres textes suivront. N'hésitez pas à passer voir, sans écouter la personne préposée à la sécurité incendie à l'accueil si celle-ci vous dit que c'est fermé. La Criée est bien ouverte.

Nous occupant.e.s de la Criée faisons face à une instrumentalisation entravante: voici notre droit de réponse.

Nous avons découvert les derniers éléments de communication de la direction de La Criée qui tente de s'approprier notre combat. Les occupant.e.s du théâtre du Merlan ont d'ores et déjà publié un communiqué à ce sujet, nous le soutenons pleinement et considérons hautement nécessaire de porter une parole qui nous est propre. La voici.

Une newsletter et certaines coupures de presse décrivent un partenariat privilégié d'occupation entre les membres d'une école supérieure L'ERACM (École Régionale d'Acteur de Cannes Marseille) et la direction du théâtre. Cette annonce est fausse. Si les étudiant.es de l'ERACM ont bien ouvert les négociations pour l'occupation non violente du théâtre, ils ont été rejoints dès les premiers instants de cette négociation par nombre d'allié.es et ne souhaitent pas se revendiquer comme appartenant à une quelconque institution. Nous sommes aujourd'hui, occupants et occupantes du théâtre de La Criée: Etudiant.es en théâtre, arts de la rue, beaux arts, et professionnel.les intermittent.es, technicien.nes et autres acteurs.rices de la culture, saisonnier.es et précaires. La nuit dernière, des personnes en exil à la rue sont venues se réfugier après s'être fait expulsées violemment de leur campement Porte d'Aix. Les occupant.e.s se joignent à leur exigence vis-à-vis de la préfecture de leur trouver des logements dignes, comme cette dernière s'y est engagée hier soir sans donner de nouvelles depuis. Aujourd'hui des personnes travaillant dans une structure culturelle d'un quartier du centre-ville de Marseille sont venues discuter des possibilités de soutien à notre occupation.

Le théâtre est ouvert à tous.tes celleux qui se sentent concernés par ces combats car ce n'est pas, comme lu et entendu ces derniers jours «une séquence artistique et citoyenne» avec «un accueil bienveillant»: mais bien une occupation de lutte.

Nous sommes pour l'instant cantonnés au hall. Aucune clé ne nous a été confiée. Nous avons trouvé le reste du théâtre fermé, l'accès aux plateaux condamnés par des cadenas, des loges fermées ainsi qu'un accès restreint aux douches – obtenues uniquement au troisième jour de la lutte. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres camouflés par une habilité de communication, et par un art langagier relevant du mensonge.

Dans l'article de MadeinMarseille le trouble est semé et la confusion déborde. D'un côté, un projet construit en amont des mouvements sociaux actuels et sans la concertation des principaux intéressé.e.s, par la directrice de La Criée Macha Makaïeff intitulé «Le Quai des étudiants». De l'autre, notre occupation de lutte. Ce dispositif n'a AUCUN lien avec l'occupation et ses revendications.

Nous, occupant.e.s nous désolidarisons entièrement de ces éléments de communications.

Pour rappel, nous organisons «La criée de la criée» les lundis, mercredis et vendredis à 14h30. Ces temps se veulent des espaces de créations et de parole en lien avec la lutte.

De plus, l'AG de La Criée se tient tous les jours à 16h. Ici, se débattent et se votent les éléments de formes et de fond quant aux revendications et actions à mener, ici et en liens avec toutes les occupations.

N'oublions pas l'essentiel, et profitons maintenant de ces temps de réflexions, de débats et de lutte pour avancer, ensemble.

Les occupations ne doivent faire qu'une, et les voix doivent rester multiples!

Nous appelons à nous rejoindre, travailleur.euse.s précaires de tous les secteurs, salarié.e.s en grève, personnes révoltées au Zef, à La Criée et dans tous les lieux de luttes, pour faire lien, s'organiser, partager, pour faire face ensemble à la crise sociale et sanitaire que les décisions gouvernementales ne font qu'aggraver.

A la liste de nos revendications récemment publiée et qui fera l'objet d'un questionnement et d'une mise à jour réguliers, s'ajoute la volonté d'inscrire cette occupation dans une conscience des luttes antiracistes, antisexistes, écologistes, contre les violences policières, et contre les injustices que cette société véhicule, et de s'associer à elles.

Le CDN de La Criée est ouvert.

OUVRONS. OCCUPONS.

# Lettre depuis le Mexique pour les manifestations du 20 mars contre les violences policières

**Le 20 mars le réseau des comités «vérité et justice» [qui regroupe une trentaine de familles et d'ami.e.s de personnes tuées par les forces de l'ordre] appelait à une manifestation qui s'est déroulée à Paris et dans une petite dizaine de villes en France. A cette occasion le Front des peuples pour la défense de la terre et de l'eau, Morelos, Puebla et Tlaxcala a envoyé cette lettre.**

Compañeras et compañeros,

Recevez un salut combatif des terres de résistance du Mexique. Nous sommes des femmes et des hommes indigènes Nahuas habitant sur les versants du volcan Popocatepetl dans les États de Tlaxcala, Puebla et Morelos. Nous sommes les petites-filles et les petits-fils des zapatistes qui ont combattu avec Emiliano Zapata il y a 100 ans pour la

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7 -Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-
Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en
Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine- site oueb: <www.radiozinzine.org>

terre, l'eau et la liberté.

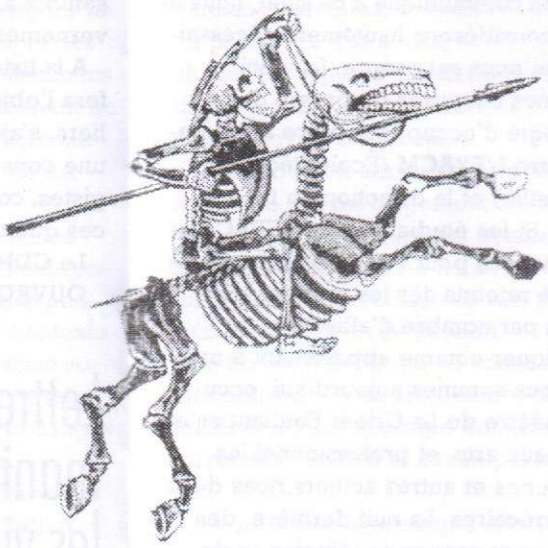
Aujourd'hui, ces acquis gagnés au prix du sang et de la vie de nos grands-mères et grands-pères sont menacés par les politiques extractivistes et les mégaprojets de mort qui s'imposent dans notre pays et dans de nombreuses régions du monde. Dans notre territoire, la dépossession a un nom, il s'agit du projet intégral Morelos, qui touche plus de 90 villages des États de Tlaxcala, Puebla et Morelos, et qui a pour objectif un processus de méga-industrialisation dans des territoires historiquement agricoles.

Ce projet vise à nous priver de l'eau de la rivière Cuautla qui alimente la vie agricole de milliers d'agriculteurs de l'État de Morelos; ce projet polluera l'air, la terre et l'eau, et nous obligera à adopter un mode de vie qui n'est pas celui que nous souhaitons, qui n'a rien à voir avec notre façon de vivre et notre relation avec la terre, la nature et les communautés. Ce projet nous expose, nous communautés habitant sur les versants du volcan le plus actif de notre pays, au grand risque d'une bombe à retardement que signifie pour nous ce gazoduc. Ce projet considère nos territoires comme de simples marchandises, il a mis à prix nos eaux, nos montagnes, nos terres et même nos propres vies, pour promouvoir les centrales thermoélectriques, les usines et les mines.

C'est pourquoi nous arrêtons depuis presque 10 ans tout cet engrenage de dépouillement de nos peuples. Les mauvais gouvernements et leurs patrons, les entreprises, n'ont pas pu nous déposséder. Depuis 2012 ils espéraient démarrer l'opération de leur projet mais ils n'y ont pas réussi jusqu'à présent. Ça n'a pas été facile de les arrêter, nous nous sommes battus avec les lois, l'organisation communautaire et la lutte dans les rues. Pendant ces années, nous avons vécu la répression de trois gouvernements de partis politiques différents, nous avons été emprisonnés, réprimés dans les villes, torturés, menacés, dépouillés de nos radios communautaires et notre frère Samir Flores a été assassiné en 2019. Mais malgré tout cela, malgré la douleur, l'indignation et la fureur que nous ressentons, nous continuons à lutter, nous continuons à défendre nos territoires et l'avenir de nos filles et de nos fils, mais aussi l'avenir en tant que peuples que nous sommes.

Compas, le capitalisme, maître de tous les États-nations, a déclaré la guerre aux populations et au peuple d'en bas. C'est une guerre qui dure depuis des siècles mais qui s'est intensifiée et étendue. Des Etats qui défendent et génèrent des politiques de mort et d'asservissement de la dignité humaine, qui parlent d'égalité, de droits de l'homme, de justice dans leurs discours, mais qui font tout le contraire dans la réalité et dans l'application de leurs politiques et décisions gouvernementales. Ils utilisent tous les rouages de l'État pour contrôler et dominer les populations, ils perpétuent la haine raciale et de classe, les inégalités économiques et la politique de terreur contre celui qui est différent, pense différemment, a une couleur de peau différente. L'utilisation de la force publique et de la police en toute impunité pour développer cette guerre, pour battre, mutiler, violer, torturer et assassiner est autorisée par les discours et les lois qui justifient cette violence contre les gens d'en bas, tout en disant: «ce n'est pas de la répression, c'est seulement pour maintenir l'ordre; ce n'est pas un meurtre, la police ne faisait que son travail», et en refusant même le statut de victimes aux personnes qui ont été la cible de cette violence policière.

Les chiens de garde du capitalisme, autrement appelés «police», ont pour seul but de veiller aux intérêts de ce système, de ces mauvais gouvernements; dire qu'ils sont là pour veiller sur nous c'est un mensonge, nous savons sur quoi ils veillent, nous savons qui protège le monopole de la violence. Dans nos sociétés, nous devons parfois faire davantage attention à la police qu'aux autres risques. Et c'est vrai dans le monde entier, que ce soit au Mexique ou chez vous, en France. Nous sommes tou.te.s confronté.es aux mêmes situations avec ces chiens dressés à la haine, à la violence et à l'impunité.



Pour cette raison, compas, vous qui êtes aujourd'hui dans les rues pour exiger que justice soit faite et l'arrêt total de la violence des forces de l'ordre, nous vous adressons notre solidarité, notre courage, notre force et notre espoir. Aucune société ne peut se dire démocratique si elle permet et perpétue cette violence, cette impunité et ce mépris pour les gens d'en bas, pour les travailleurs, pour nous tou.te.s qui ne sommes pas faits pour les moules de ce qui est normal, acceptable et correct pour le pouvoir.

Nous voulons surtout dire aux familles des victimes de la violence d'État de continuer à avancer, de ne pas se décourager face à tant d'injustice, de mensonges ou d'attaques contre vous, la lutte que vous entreprenez est d'une grande importance pour transformer ce monde, la justice seulement viendra lorsque auront cessé tant d'impunité et de violence. Que votre douleur devienne la force pour continuer, qu'elle soit le cri pour demander justice. La transformation ne viendra pas des gouvernements mais de personnes organisées, avec la dignité et la force de changer ce monde.

Votre lutte et la nôtre sont liées parce que nous luttons pour une vie digne, nous luttons contre la violence de ce système capitaliste, qu'il s'agisse de mégaprojets ou de violence policière, parce que nous croyons qu'il peut y avoir un avenir différent pour nous tous, parce que votre


Radio Zinzine Info
F - 04300 Limans
Tél.: 09 74 53 46 19
e-mail: info@radiozinzine.org
site: www.radiozinzine.org

**Publication hebdomadaire**
**Com. Paritaire N°0224G87780**
**ISSN: 1248-2951**
Directeur de Publication:
Jean Duflot
Edité et imprimé par l'
Association Radio Zinzine
Déclaration au Parquet: 9 mai 1994

**Abonnement:**
**22 € pour 6 mois**
**42 € pour 1 an**
**abonnement de soutien 50€**
Chèque à l'ordre de Radio Zinzine

lutte, la nôtre et celle de beaucoup d'autres dans le monde finiront par élargir la fissure qui brisera ce système de mort.

Nous joignons nos voix aux vôtres, nos poings gauches, nos sourires et notre force à vous en ce jour important.

Plus de violence de la part des forces de l'ordre!

Plus de mégaprojets dans le monde!

Vive la dignité rebelle! Vive les peuples du Monde!

Front des peuples pour la défense de la terre et de l'eau, Morelos, Puebla et Tlaxcala.

# Halte aux arrestations des Kurdes en France!

Nous sommes des objecteurs de conscience, individus antimilitaristes de Turquie, dont la majorité est kurde, vivant en France après avoir fui la Turquie antidémocratique, à cause du système oppressif.

Nous sommes des individus antiguerre et antiviolence en France et partout dans le monde, comme nous l'étions en Turquie également. Nous avons décidé de vivre en France parce que nous croyions qu'elle respectait les droits humains et que les gens pouvaient s'exprimer librement avec leurs revendications politiques.

Nous considérons les problèmes de chaque Français comme nos propres problèmes et nous essayons de participer à leur résolution avec nos efforts et notre contribution.

Les forces de sécurité de la France - qui dit à chaque occasion qu'elle respecte les droits humains - ont mené des raids avant l'aube du 22 mars contre les domiciles et associations de Kurdes à Marseille, Paris et Draguignan. Elles ont brisé les portes de leur association. Ces raids étaient aussi violents que ceux que nous avons connus en Turquie. Les Kurdes de Turquie tentent depuis des décennies de s'accrocher à la vie face à toutes sortes de violences.

Surtout dans le nord du Kurdistan [Kurdistan turc], presque tous les enfants kurdes ont grandi en étant témoins de telles situations. Il nous semble qu'il n'est pas nécessaire d'apporter beaucoup d'explications pour décrire la Turquie d'Erdogan où des milliers de politiciens, centaines de journalistes et plusieurs milliers d'étudiants croupissent en prison pour avoir été antimilitaristes, antiracistes ou qu'ils ont refusé d'obéir au système du duo AKP/MHP.

Nous avons regardé ces raids des forces de sécurité avec beaucoup d'inquiétude pendant que les Kurdes vivant en France, qui avaient quitté leur pays où ils vivaient dans un terrible climat de guerre et de violence, célébraient la fête de Newroz en paix avec tous les peuples de toutes les croyances et cultures.

Ces raids et détentions inquiètent en premier lieu les Kurdes, mais également leurs amis.

Nous appelons les autorités françaises à cesser de soutenir le système raciste / militaire d'Erdogan avec ces opérations et demandons à l'opinion publique française d'être attentive à ces événements.

L'Initiative des objecteurs de conscience de Turquie vivant en France

Radio Zinzine, quoi de neuf sur nos ondes... A vos postes!